

## **Les émeutes urbaines**

(Interview à La Lettre de l'éducation du 9-11-05)

### **Quelle est la part de responsabilité de l'école dans l'explosion de violence qui s'est manifestée ces quinze derniers jours dans les banlieues françaises ?**

*Jean-Pierre Obin :* L'école ne peut être tenue comme responsable des émeutes qui ont secouées certains quartiers, mais on ne peut dédouaner complètement les politiques publiques, auxquelles elle participe et, en particulier, leur dynamique ségrégative sur une trentaine d'année. Un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale de 2004 estimait ainsi que « la ségrégation sociale, ethnique et religieuse régnant dans ces quartiers n'a été qu'en partie spontanée », car selon l'IGEN, « elle a aussi été le fruit de l'activisme de groupes religieux ou politico-religieux, ainsi que de l'action de certains bailleurs et de certaines municipalités, tous favorables, pour des raisons différentes, à une forme de séparation des populations. » En effet, certains responsables politiques de droite, ainsi qu'un courant sociologique classé à gauche, ont soutenu cette ghettoïsation, d'un côté par xénophobie et au nom d'une rentabilité économique, de l'autre au nom du respect de la diversité et du « droit à la différence. » Ces émeutes viennent sceller l'échec de ces orientations.

### **Un des facteurs qui a déclenché la colère des jeunes de ces quartiers est le fait qu'une grenade lacrymogène ait été lancée dans une mosquée le soir de la fin du Ramadan...**

*JPO :* Il n'est pas certain que ce soit le symbole religieux qui était visé, mais l'émoi suscité chez les jeunes témoigne de la place prise par le domaine religieux. Lors des émeutes de Vénissieux et de Vaulx-en-Velin dans les années 80, la composante religieuse était absente. Aujourd'hui, pour la première fois dans notre pays, la question religieuse se superpose - au moins en partie - à la question sociale et à la question nationale dans ces quartiers ghettoïsés. Cela témoigne aussi de l'échec des associations laïques à irriguer ces quartiers.

### **Cela témoigne aussi de l'échec de la politique menée dans les zones d'éducation prioritaire...**

*JPO :* Cette politique a en effet atteint ses limites. En premier lieu parce qu'elle vise des territoires et non des établissements ou des écoles, qui sont les niveaux d'organisation pertinents pour mener une politique ciblée de « discrimination positive ». Une politique de contractualisation directe avec les établissements, comme c'est le cas aux USA ou en Angleterre, pourrait sans doute mieux porter ses fruits. De même, les moyens supplémentaires apparents dont ont bénéficié les ZEP s'avèrent très faibles si on y intègre l'essentiel, les coûts salariaux, car les personnels y sont beaucoup plus jeunes. Enfin, s'est ajoutée à tout cela une sur ségrégation par le biais des dérogations et des départs vers le privé. Dans les ZEP, la proportion des élèves issus de l'immigration maghrébine ou africaine est presque toujours plus importante dans le collège que dans le quartier. Il est frappant de voir, dans des reportages de journalistes aujourd'hui, certains jeunes incendiaires exprimer une conscience assez aiguë de ces réalités qui ont longtemps échappé aux responsables de l'éducation nationale.

### **Mais pourquoi s'en prendre aux écoles ?**

*JPO :* L'école représente, avec la police et la justice, l'autorité publique. Elle est aussi souvent, pour ces jeunes, un lieu d'échec et donc d'humiliation. Enfin, avec les gymnases, les maisons de quartier et les entreprises, l'école est le symbole d'une intégration inachevée. Ces jeunes, qui détruisent leur propre environnement, semblent pris d'une sorte de pulsion sociale suicidaire. Faute d'intégration, et du fait des discriminations auxquelles il font face dans le logement, les loisirs et l'emploi, et ce même s'ils ont en poche un bac pro ou un diplôme universitaire, ils commettent collectivement un geste de désespoir.

### **Que faire face à un tel désespoir ?**

*JPO :* Dans un premier temps, il est nécessaire de les empêcher de se détruire et de détruire avec eux leur voisinage, en faisant intervenir la force publique. Ensuite on doit comprendre qu'un geste de désespoir est aussi un appel au secours. Il faut prendre la mesure de cet événement social majeur et répondre par une grande politique d'intégration des populations d'origine maghrébine et africaine, qui devra être constante et cohérente sur la durée si l'on veut pouvoir revenir sur 30 années d'évolutions ségrégatives. Ces émeutes ne signent pas l'échec du modèle républicain d'intégration, car ce que nous signifient précisément les émeutiers, c'est qu'il n'a pas été appliqué.